

**ASSEZ d'attaques tous azimuts
RETRAIT du plan d'économies de 1,2 milliards
NON aux 30 000 suppressions d'emplois**

LE 22 MAI ORGANISONS LA RIPOSTE !

Nantes : 10 h-CHU de Nantes// Saint Nazaire : 10 h-Place de l'Amérique

Les personnels hospitaliers rejettent toutes les attaques et remises en cause inacceptables dirigées contre eux :

- + **Blocage de la valeur du point d'indice** conduisant à une perte de 16 % depuis 2010.
- + **PPCR** conduisant à la fin des bonifications dans les prises d'échelons.
- + **Augmentation de la CSG d'1,7 %** pour les fonctionnaires et pour les retraités.
- + **Deuxième journée de solidarité** pour financer les EHPAD.
- + **Transposition des ordonnances travail à la Fonction Publique** qui, comme à la SNCF, remet en cause le Statut, les missions de Service Public, pour mieux les privatiser.
- + **120 000 suppressions de postes** dans toute la Fonction Publique, au nom d'un «nouveau contrat social» avec les fonctionnaires.
- + Publication prévue du décret d'application de **l'article 93 du statut de la FPH autorisant le licenciement** des fonctionnaires hospitaliers.
- + **Mesures contre le CGOS** : fin de la prestation de **départ à la retraite**, suppression de la **prestation maladie** alors que dans le même temps le gouvernement a rétabli le jour de carence dans la Fonction Publique.

Pris en flagrant délit de mensonge !

Et comme si ce n'était pas suffisant, le Président Macron ose déclarer lors de son interview du 15 avril 2018 : « *qu'il ne fera pas d'économies dans les hôpitaux* ». Devant l'indignation suscitée par cette déclaration, même la Fédération Hospitalière de France (FHF) a dû reconnaître que ce n'était pas vrai.

Bien sûr le gouvernement ment. Il a déjà réalisé de nombreuses économies sur le dos des Hospitaliers, en limitant les budgets de tous les établissements, en baissant les tarifs, en accentuant le virage ambulatoire, en poursuivant les restructurations, les fermetures de lits et de services avec les GHT. **Tout ceci conduit à l'aggravation des conditions de travail et à la remise en cause des missions du Service Public.**

Cette stratégie, c'est celle des ordonnances travail, celle de la réforme du statut des cheminots, celle d'Action Publique 2022 pour une transformation du Service Public, de la «*Refondation du contrat social avec les agents publics*» que le gouvernement veut imposer pour : plus de contractuels, le salaire au mérite, la fusion des instances, les réductions de postes...

Le 7 mars 2017, le 10 octobre 2017, puis le 22 mars 2018, les Hospitaliers et les Fonctionnaires se sont massivement mobilisés par la grève et les manifestations, à l'appel de leurs syndicats, pour leurs revendications (salaires, statuts, effectifs...), contre la politique de destruction de toutes les conquêtes sociales menées par le gouvernement.

Le 22 mai 2018, en pleine grève des Cheminots, les Fonctionnaires sont, à nouveau appelés, à faire grève. Au vu de la situation les Hospitaliers se mobiliseront, avec leurs syndicats, parce que la situation est trop grave et qu'il faut arrêter la politique destructrice du Président Macron.

Face à l'ampleur des attaques frontales, tous azimuts, le congrès confédéral FO s'est prononcé pour « la perspective d'une mobilisation interprofessionnelle qui est aujourd'hui nécessaire, y compris par la grève ». N'est-il pas temps ?

Avec la Stratégie de Transformation du Système de Santé : ce sont des milliards en moins pour les hôpitaux, le secteur social et médico-social !

Mais ce n'est pas tout. Édouard Philippe et Agnès Buzyn ont décidé, pour mettre en œuvre leur stratégie de transformation du système de santé (STSS), d'imposer un nouveau plan « ONDAM 2018/2022 » qui fixe à plus de **5 milliards les économies à réaliser sur les Établissements de santé**, auxquels s'ajoutent **1,2 milliards d'économies supplémentaires sur la masse salariale**, c'est à dire la suppression de **30 000 emplois**, c'est **INACCEPTABLE !**